

«Organisé et conscient», le PTB avance vers la république communiste de Wallonie

LE RÉSUMÉ

L'extrême-gauche devance les socialistes: le PTB profite des affaires de mauvaise gouvernance tandis que le PS s'effondre.

Le MR devient le premier parti en Wallonie.

En Flandre, la N-VA domine plus que jamais la vie politique.

Dans un sondage, le PTB devient le 2^e plus grand parti wallon, derrière le MR mais devant le PS. Raoul Hedebouw veut garder la tête froide.

MARTIN BUXANT

Il y a des jours et il y a des nuits. C'est particulièrement vrai à la lecture de la dernière version du sondage politique de La Libre/RTBF. Les résultats de cette photographie de l'opinion publique sont saisissants, surtout côté wallon avec un parti d'extrême-gauche, le PTB (20,5), qui devient la seconde force politique au Sud du pays, derrière le MR (22,7) - qui performe bien - mais devant un Parti socialiste (20,3) en perdition.

PTB. On aura beau retourner les chiffres dans tous les sens, arguer des marges d'erreur, etc., les faits sont là: l'extrême-gauche est aujourd'hui la seconde force politique wallonne. Conjoncturellement, le coup de sonde réalisé en pleine turbulence de l'affaire Publifin est particulièrement avantageux pour le PTB. Il est le seul des quatre familles politiques traditionnelles à ne pas avoir été associé de près ou de loin à la création ou à la gestion de

ces structures publiques controversées. Raoul Hedebouw, la figure médiatique du parti, voit trois raisons à la performance exceptionnelle que réalise actuellement sa formation.

«Il y a un ras-le-bol général du peuple de gauche par rapport aux faux idéaux de gauche, les sociaux-démocrates, qu'on nous vend à travers toutes l'Europe», dit-il. «Cette idéologie-là, c'est fini, les gens n'en veulent plus, c'est de la trahison pure et simple.» Secundo: «La colère des citoyens à l'encontre du monde politique est énorme. Quand on voit que certains responsables socialistes gagnent 1 million d'euros par an, nous ne trouvons pas ça acceptable.»

Tertio, le travail parlementaire, à côté de l'ultra-activisme militant traditionnel, devient visible. «Cela prouve aux gens que nous sommes utiles partout, même dans les Parlements.»

Mais l'état-major pétéliste le sait, la course reste encore longue et tient davantage du marathon que du sprint. S'il veut éviter l'essoufflement, le PTB doit faire retomber la pression inhérente à son nouveau rôle de challenger. «On doit être organisé et conscient, on sait que les forces de l'argent, les banques et l'Europe, vont essayer de nous démolir dès qu'on va s'approcher du pouvoir, ça s'est passé avec Syriza en Grèce. Nous sommes en train de tout structurer pour que cela ne se produise pas», dit Hedebouw. Faut-il dialoguer avec le Parti socialiste, dès lors?

«Avec Paul Magnette, le dialogue est ouvert, constate le Liégeois. Avec Elia Di Rupo, nous ne parlons absolument pas.»

PS. Troisième parti dans une Région qu'il a ultra-dominée durant des dizaines d'an-

nées, les socialistes - hic et nunc - ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils représentèrent dans un passé pas si lointain. Un parti pointé comme principal responsable des scandales liés à la mauvaise gouvernance, qui peine à nettoyer ses écuries, qui peine à se régénérer et à proposer un projet porteur pour la Wallonie. «Je suis atterré quand je vois l'état du parti aujourd'hui et le manque de vision et de réaction

des responsables socialistes», observe un (très) haut dirigeant de la FGTB. «Aucune remise en question du fond et des méthodes employées. Jusqu'où vont-ils descendre?» Question, donc. Que va/peut faire le président Di Rupo pour enrayer la chute du faucon rouge et la montée du PTB? Jusqu'ici, aucune réponse satisfaisante n'a encore pu être apportée.

MR. Et voilà les libéraux (22,7) premier parti wallon. Ils sont certainement moins associés que les socialistes aux affaires de mauvaise gouvernance wallonne - à tort, diront certains. À cela, ajoutez que la politique menée au Fédéral est plutôt mieux perçue avec le temps - en tout cas plus aussi agressivement. Le budget a été bouclé; la banque nationale a confirmé l'embellie et la création d'emplois; ce n'est pas encore le nirvana, mais il y a une indéniable amélioration.

À Bruxelles, le tiercé de tête est le même mais dans un ordre différent: les socialistes (20,1) devancent le MR (18,7) et le PTB (14,1). Côté flamand, la N-VA (28,3) domine la vie politique de la tête et des épaulés: CD&V (14,1), VLD (13,6) et SPA (12,9) se disputant les miettes.

Allez, après tout, vous savez ce qu'on dit, tout ceci n'est qu'un sondage...

Le PTB devant le PS? À la RTBF, on demande à voir

Interpellée par les résultats du Baromètre politique, la RTBF a demandé au sondeur, Dedicated Research, de vérifier les chiffres. Une initiative dont La Libre Belgique, partenaire de l'opération, s'est distancée.

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

Il est donc arrivé, le tsunami politique. Plombé par le scandale Publifin, le PS se voit distancé en Wallonie. Non seulement par le MR, mais aussi par le... PTB. D'un chouïa, certes, mais quand même.

Le symbole est fort. Aussi lorsqu'il découvre les résultats de ce baromètre trimestriel RTBF/La Libre Belgique, Jean-Pierre Jacqmin, directeur de l'information à la RTBF, ne manque pas de marquer son étonnement. Certes, il y a les «affaires», mais tout de même... Ces chiffres sont-ils

corrects? N'y a-t-il pas eu d'erreur? Le sondage ayant été effectué quelques jours après l'audition des pontes de Publifin par la commission d'enquête, celle-ci n'a-t-elle pas parasité les résultats?

Toujours est-il que la RTBF prend contact avec son partenaire, La Libre Belgique. Elle lui suggère de vérifier les chiffres. La demande viendrait «de très haut» nous dit-on. Difficile à vérifier. «Dans un contexte où les sondages d'opinion sont mis sur la sellette, il nous a paru normal de vérifier l'information», indique Jean-Pierre Jacqmin; c'est d'autant que plus nécessaire lorsqu'on observe de gros mouvements d'un sondage à l'autre.»

À La Libre on ne s'y oppose pas, mais on ne veut pas s'associer à la démarche. «Si la RTBF veut faire des vérifications, qu'elle les fasse. Il y a une méthodologie, elle n'a pas

changé. Pourquoi la remettre en cause sous prétexte que le navire du boulevard de l'Empereur prend l'eau?» s'y interroge-t-on.

L'institut de sondage, Dedicated Research, qui réalise le baromètre politique, est alors appelé à la rescousse par la RTBF. Cela tombe bien, il s'apprête à lancer une enquête auprès d'un millier de personnes sur des questions sociétales. Il suffit d'y ajouter quelques questions sur les intentions de vote et le tour est joué.

Et là, autre surprise: le PS repasse devant le PTB... mais d'un filrelin, à la marge. Pas de quoi remettre en cause le sondage initial nous dit-on. Celui-ci, de fait, paraissait solide: l'exercice portait exclusivement sur les intentions de vote et le nombre de personnes interrogées - 2.900 - était près de trois fois plus élevé. Finalement, tout est bien qui finit bien. Sauf pour le PS, bien entendu.